

ÉLECTIONS 1999

Les personnes plutôt que les idées

Une récente étude sur le comportement électoral des Luxembourgeois-es essaie de déterminer les changements structurels qu'a connu le paysage politique luxembourgeois au cours des dernières décennies.

CRP-Gabriel Lippmann, Cellule "STADE": "Les élections au Grand-Duché de Luxembourg; rapport sur les élections législatives du 13 juin 1999", Octobre 2000

Il existe un paradoxe au Luxembourg, qui se manifeste sur plusieurs plans de notre vie politique et sociale: Malgré l'étroitesse de notre territoire, malgré le nombre réduit d'individus qui forment notre société, la connaissance du fonctionnement de notre société laisse à désirer. On pourrait citer comme exemple le fiasco de la "planification" scolaire, qui a mené à une situation où le pays le plus riche de la Communauté européenne ne dispose plus d'assez de bâtiments ni d'enseignant-e-s pour garantir une éducation de base à sa jeune génération. D'autres exemples d'une telle navigation à vue existent.

En dehors d'une certaine tabouisation du social on peut facilement dénoncer une autre raison pour cet état de choses: La recherche sociale n'en est qu'à ses débuts, des pans entiers d'une telle recherche n'existant même pas au Luxembourg. Souvent des études qui ont comme sujet

des questions sociales voire politiques sont ainsi réalisées par des instituts étrangers. L'avantage de cette "méthode" est évidemment que des chercheurs étrangers à ce petit monde luxembourgeois jettent un regard extérieur sur une société qu'ils découvrent souvent pour la première fois. Ceci fait apparaître des spécificités que les autochtones ont tendance à accepter comme "gottgegeben". Mais la non-existence d'une recherche sociale authentique et indépendante a comme conséquence que ce n'est souvent qu'en cas de "problèmes" qu'on a recours à la science. Le fonctionnement "normal" de notre société ne fait que rarement l'objet d'études dans notre pays. Certes, depuis les années 80 les choses se sont améliorées - on renoncera ici à citer les nombreux travaux qui ont pu être réalisés, par exemple, par un CEPS-Instead.

Il en était de même pour le domaine politique: Lorsqu'en

1974 le parti chrétien social se voyait forcé à rejoindre pour la première fois dans son histoire les bancs de l'opposition, la Chambre des Député-e-s confiait une étude au Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique situé à Bruxelles.

Du point de vue de la méthodologie, une des originalités de l'étude CRISP (reconduite par ailleurs en 1979, 1984, 1989 et 1994) fût de tirer au sort des échantillons parmi les bulletins électoraux, avant leur destruction. En effet, le système du panachage permet des analyses beaucoup plus fines que ne le laissent entendre les résultats of-

ficiels, qui ne donnent que des chiffres totaux par parti ou par candidat-e.

En compilant le contenu des bulletins tirés au sort - ce qui à l'époque était techniquement beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui - des "proximités" politiques ont pu être déterminées: la question de départ étant de savoir qui se fait élire avec qui sur un même bulletin. Il faut dire que l'écho que trouvait la première étude du CRISP n'était pas très enthousiaste: Les politiques n'y trouvaient guère de pistes pour savoir comment améliorer dans l'avenir leur résultats, alors que le public "intéressé" se voyait con-

fronté à un tas de tableaux et de listes qui avaient, du moins à première vue, un air plutôt rébarbatif.

Néanmoins le CRISP est revenu à charge, sans beaucoup changer ses méthodes d'analyse, pendant les élections qui suivirent. A chaque fois c'était la Chambre des Député-e-s qui était la commanditaire de l'étude. Ce n'est qu'en 1994 qu'un "concurrent", à savoir la cellule "statistiques et décision (STADE)" du CRP Gabriel Lippmann, est entrée en lice avec un projet d'une étude plus poussée. Mais la Chambre gardait ses vieilles habitudes et renégociait un contrat avec le CRISP,



Source : CRP - Gabriel Lippmann, ILReS (élections législatives de juin 1999, sondages pré et post électoral)
Note de lecture : Parmi les personnes qui déclarent voter pour l'ADR (par vote de liste ou vote intra-liste), 4% ont 18-24 ans, 10% 25-34 ans, 26% 35-49 ans, 35% 50-64 ans et 24% ont plus de 65 ans.

RECHERCHE

Après le purgatoire des projets ... bientôt le CIEL

Fernand Fehlen, le "chef de projet" de l'étude sur les élections de 1999, se dit optimiste: un véritable centre de recherche en sciences politique va bientôt pouvoir s'installer au Luxembourg.



Fernand Fehlen, chef de projet à la cellule "Statistiques et Décisions" (STADE) du Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann.

woux: *Souvent on pense que la recherche en sciences sociales et notamment en politologie se résume à la lecture de quelques textes et prises de position et à une bonne plume de celui ou celle qui finalise le rapport.*

Fernand Fehlen: A vrai dire il y a au fond trois démarches différentes dans l'étude. Les deux premières font l'analyse de deux sources empiriques spécialement créées, et la troisième correspond le plus à la caricature du travail intellectuel en sciences humaines qui sous-tend aussi votre question: on prend dix textes et on confectionne un onzième.

La première source sont les bulletins de vote. Nous avons tiré un échantillon de six mille bulletins qui ont été saisis sur support informatique, et ces données ont été analysées avec des méthodes statistiques. La deuxième source est un sondage auprès de 3000 personnes qui a été réalisé sur le terrain par l'ILReS.

La troisième source est plus diffuse. Il s'agit en fait

d'une part de publications scientifiques sur l'objet et d'autre part de publications des partis et des médias pendant la campagne. Au Luxembourg, nous avons le privilège de pouvoir atteindre une certaine exhaustivité en ce qui concerne les publications scientifiques, parce qu'il n'en existe que peu. Pour les sources documentaires, ceci n'est pas le cas, et il faut faire des choix qui souvent sont imposés par des facteurs aléatoires: comme les médias écrits sont plus faciles à manier que les médias audiovisuels, nous avons négligé ces derniers.

Combien de temps a-t-on dû investir dans cette étude, quelle a été la part du travail purement technique par rapport au travail plutôt intellectuel?

Le temps investi peut être chiffré facilement: deux personnes et demie ont travaillé sur cette étude pendant un an. Il est plus difficile de répondre à la deuxième partie de la question. Déjà, il faudrait faire la différence entre travail intellectuel et travail technique, les frontières étant

assez floues. Relire un texte pour la n-ième fois à la recherche des dernières coquilles, c'est surtout un dur labeur. Je pense que 90 pour cent d'une recherche est une besogne de routine, la mise en oeuvre de procédures connues sur un matériau empirique nouveau.

Est-ce qu'une telle étude aurait pu se réaliser à partir des ressources propres de la cellule STADE, sans recours à un financement externe?

En principe, les projets des CRP exigent une demande extérieure solvable. On peut donc dire clairement que sans la commande de la Chambre une telle étude aurait été impossible.

Le commanditaire d'une telle étude est certes déterminant au moment de la définition du cahier des charges, mais a-t-il aussi une influence sur le résultat? Dans quelle mesure la liberté de la recherche se trouve-t-elle mise en danger par le fait de devoir recourir à des commanditaires externes?

Dans le cas de notre étude, la Chambre nous a laissé entière liberté et il n'y a eu aucune ingérence, ni dans notre démarche ni dans nos conclusions. Cependant en tant que sociologue, je suis conscient que les conditions de production exercent une certaine influence que j'essaie de maîtriser en suivant les règles du métier, dont une certaine réflexivité critique.

Un des grands dangers qui guettent les sciences sociales est qu'on n'y a recours que s'il y a problème. Ainsi on ne fera pas d'étude sur la jeunesse en général, mais seulement sur les jeunes comme consommateurs de drogues, comme acteurs ou victimes de violence, comme élèves en situation d'échec ... Je travaille depuis dix ans au CRP Gabriel Lippmann et j'ai joué le jeu d'une loi qui voit surtout le caractère utilitariste de la recherche. L'aspect positif d'une telle approche est qu'il empêche la recherche de s'enfermer dans une tour d'ivoire. Le grand désavantage est que tout doit se faire selon la logique de projet. On ne peut donc pas faire d'études qui tablent sur le long terme. Les jeunes chercheurs que nous engageons n'ont que peu de perspectives d'avenir au sein du CRP et ils ont tendance à nous quitter. Nous ne pouvons pas travailler sur des problématiques plus fondamentales propres au champ scientifique, parce que nous ne trouvons pas de commanditaire.

Cette étude, qui a été réalisée pour la première fois par un institut luxembourgeois, connaîtra-t-elle une suite?

D'abord, l'étude n'est pas terminée, elle se poursuit encore durant toute l'année académique. Puis, il faudra poser la question dans trois ans à la Chambre des députés. Mais comme l'accueil a

été très favorable je pense que nous pourrions récidiver. D'autre part nous commençons une étude pour le compte du Ministère de la Promotion féminine qui va durer deux ans. Nous avons d'ailleurs déjà fait une première étude pour ce Ministère en 99. Ainsi nous sommes en train de créer, en sautant à cloche-pied entre les différents projets, un centre de compétence en sciences politiques au CRP.

Je ne suis pas seulement chercheur au CRP, mais aussi enseignant au Centre Universitaire. A côté de la recherche appliquée dont nous venons de parler, la recherche au Centre Universitaire connaît moins de contraintes, mais dispose de moins de moyens. Je crois profondément à la synergie des deux institutions qui sont complémentaires. Après tout ce qui s'est dit au colloque du Fonds National de la Recherche auquel je viens de participer, je suis très confiant que nous pourrions créer encore cette année le CIEL, le Centre interdisciplinaire d'études sur le Luxembourg. Il reste à surmonter les rivalités entre les partenaires potentiels et l'inertie des institutions concernées.

(Entretien: Richard Graf)

qui cette fois-ci intégrait un sondage réalisé par l'ILReS dans son travail de recherche. En 1999 Fernand Fehlen, chef de projet au sein de la cellule STADE, récidivait: il présentait à nouveau son projet d'étude et a pu, cette fois-ci, décrocher le contrat.

L'étude du CRP continue à utiliser les échantillons de bulletins, mais il en affine l'exploitation. Ainsi sait-on maintenant pour la première fois sur combien de listes le panachage s'opère en moyenne. C'est une donnée importante pour la discussion autour de notre système électoral: il semble bien que le cas d'un électeur ou d'une électrice qui éparpille ses votes sur une demi-douzaine de listes ou plus soit plutôt rare, que les choix, la plupart du temps, se font sur deux ou trois listes.

Si l'équipe autour de Fernand Fehlen infirme le mythe d'un panachage toujours grandissant, elle montre quand-même dans quelle mesure le panachage détermine notre système électoral (voir à cet effet WOXX 557). La stratégie de pratiquement tous les partis étant de faire figurer sur leurs listes de plus en plus de candidat-e-s qui puissent "ratisser large" jusque dans des camps politiques opposés. Un bel exemple d'une telle "paire" de candidats est le duo Juncker (PCS) - Hoffmann (Gauche), qui est plus fréquente que la paire Hoffmann - Bisdorff (Gauche)!

L'étude du CRP fait aussi abondamment usage des sondages de l'ILReS. Malheureusement l'accord de la Chambre pour mener l'étude venait très tard et ainsi les questionnaires des sondages n'ont pas pu être adaptés en temps utile aux nouvelles orientations de l'étude. Une grande inconnue reste en effet la motivation du panachage: On peut très bien observer comment les voix se répartissent sur les différent-e-s candidat-e-s, mais la raison du choix n'est pas toujours évident. L'étude de la cellule STADE parle d'un électeur stratège "assurément minoritaire" et d'un électeur dépourvu de culture politique, sans pouvoir quantifier les deux types d'électorats de façon plus précise.

Néanmoins, les sondages gardent toute leur utilité, surtout lorsqu'ils renseignent sur la composition socio-professionnelle des électorats des différents partis. Ainsi on voit que l'ADR, le PD et la Gauche ont un électorat majoritairement masculin, alors que c'est le contraire pour les autres. En regardant la structure de l'électorat par l'âge, le Verts ressortent comme le parti le plus "jeune" (bien que vieillissant), alors que le POSL, comme le PCS, trouve son électorat parmi les tranches d'âge élevées. L'idée d'un parti jeune, illustré par le fameux @ dans LS@P, n'a donc pas atteint les destinataires escomptés.

D'autres recoupements avec des classes de revenus ou des degrés de formations, montrent bien que le POSL, le PCS, l'ADR et même le PD ont des électorats "populaires" importants, alors que la Gauche et les Verts puisent dans des milieux beaucoup plus aisés. Les résultats ne sont cependant pas à considérer comme absolus: L'affinité pour un parti spécifique étant défini par la question "pour quel parti avez vous donné le plus de voix" et sachent que 30 pour cent des électrices et électeurs répartissent leur voix sur plusieurs listes, le sondage ne peut être qu'approximatif. Mais il sera intéressant d'observer l'évolution de ces résultats lors de futures élections.

Si la partie sondage de l'étude se montre donc plus sociologique que politique, un troisième volet de l'étude (qui figure au début du rapport publié par le CRP) décrit le champs politique et social du Grand-Duché de façon plus générale. La responsabilité pour cette partie revient à Philippe Poirier, un jeune chercheur de l'Université de Rennes. L'auteur essaie d'expliquer, à partir de changements sociaux importants qu'a connu notre société durant les dernières décennies, comment le rôle des différents partis a évolué: Le parti chrétien social qui représentait dans le temps les ruraux (largement majoritaires) puise maintenant son autorité dans sa fonction de "staatstragende Partei", qui, à part une brève interruption de cinq ans, n'a jamais été séparé du pouvoir. Les deux autres grands partis, le PD et le POSL, sont en train de se reconstituer des électorats au-delà de leur options politiques initiales. L'ADR et les Verts, les "nouveaux" apparus au courant des années 1980, montrent eux aussi certaines adaptations au système électoral, avec un recours de plus en plus fréquent à des "notables", devenu possible grâce à des élus locaux de plus en plus nombreux.

Pour expliquer son analyse, Poirier fait surtout référence à l'échelle matérialisme/post-matérialisme du politologue américain Ronald Inglehart. L'hypothèse de départ veut que les valeurs culturelles traditionnelles (ordre public, croissance économique, sécurité) se voient en opposition avec des valeurs dites post-matérielles (protection de l'environnement, changements sociaux). C'est à partir de cette analyse que s'expliquerait l'avènement des Verts à partir de la génération des années 70 qui "libérée des soucis économiques et animée du désir de libéralisation sociale, se serait donc préoccupée des questions de qualité de vie et d'environnement jusqu'à fonder un parti politique".

Richard Graf

Avis

Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports

Postes vacants

Le Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports organisera prochainement un examen-concours pour l'admission au stage de

bibliothécaire-documentaliste (m/f)

pour les besoins du

– Lycée Aline Mayrisch de Luxembourg

– Lycée de Garçons de Luxembourg

– Lycée Classique d'Echternach

Les candidats doivent:

a) être détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques, luxembourgeois au étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;

b) avoir accompli avec succès un cycle complet de quatre semestres au moins d'études spéciales supérieures dans le cadre de la formation de bibliothécaire ou de documentaliste ou bien avoir fait quatre semestres d'études universitaires au moins en vue du professorat de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique.

La connaissance des langues luxembourgeoise, allemande, française et anglaise est indispensable.

Les candidats à l'examen-concours feront parvenir leur demande pour le 20 novembre 2000 au plus tard au Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, Service du Personnel des écoles, bureau 114, 29, rue Aldringen, L-2926 Luxembourg.

Les demandes seront accompagnées des pièces suivantes:

– une copie certifiée conforme des diplômes et des certificats sanctionnant les études accomplies;

– un extrait de l'acte de naissance,

– un certificat de nationalité;

– un extrait récent du casier judiciaire,

– un certificat de moralité;

– un certificat d'inscription aux listes électorales;

– un certificat médical, délivré sur formule prescrite par un médecin désigné par le Gouvernement.

Le programme de l'examen-concours et le formulaire spécial pour faire établir le certificat médical prescrit pourront être obtenus au Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, tél.: 4785131,